

RÉSUMÉ DES SÉANCES

tenues le mardi 21 septembre 2021

**Séance plénière
4^e séance**

La Conférence générale a repris l'examen du point 7 de l'ordre du jour, « Discussion générale et Rapport annuel pour 2020 ». Des déclarations ont été faites par les représentants des États suivants : Soudan, Botswana, Ouganda, Monaco, Lesotho, Bahreïn, République bolivarienne du Venezuela, Chypre, Italie, Pakistan, Bosnie-Herzégovine, Saint-Siège, Djibouti, Kirghizistan, Arménie, Suisse, Burkina Faso, République de Corée, Afrique du Sud et République-Unie de Tanzanie.

**Commission
plénière
2^e séance**

La Commission a examiné :

- le **point 23** de l'ordre du jour, « Promotion de l'efficacité et de l'efficacité du processus de prise de décisions de l'AIEA » ; et
- le **point 24** de l'ordre du jour, « Rétablissement de l'égalité souveraine de tous les membres de l'AIEA ».

La Commission a décidé de recommander à la Conférence générale, pour adoption :

- au titre du **point 25** de l'ordre du jour, « Amendement de l'article VI du Statut », le projet de décision figurant dans le document GC(65)/COM.5/L.15 ; et
- au titre du **point 26** de l'ordre du jour, « Personnel », le projet de résolution figurant dans les documents GC(65)/COM.5/L.10 et GC(65)/COM.5/L.11.

La Commission a également examiné :

- le **point 27** de l'ordre du jour, « Élections au Comité paritaire des pensions du personnel de l'Agence ».

**Séance plénière
5^e séance**

La Conférence générale a poursuivi l'examen du point 7 de l'ordre du jour, « Discussion générale et Rapport annuel pour 2020 ». Des déclarations ont été faites par les représentants des États suivants : Jordanie, Autriche, Hongrie, Bulgarie, Allemagne, Kazakhstan, République démocratique du Congo, Lettonie, Azerbaïdjan, République démocratique populaire lao, Nigeria, République dominicaine, Panama, Angola, Émirats arabes unis, Sri Lanka, Iraq, Qatar et Mexique.

**Séance plénière
6^e séance**

La Conférence générale a poursuivi l'examen du point 7 de l'ordre du jour, « Discussion générale et Rapport annuel pour 2020 ». Des déclarations ont été faites par les représentants des États suivants :



IAEA

Agence internationale de l'énergie atomique
L'atome pour la paix et le développement

65^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE

Maroc, Guatemala, Australie, Uruguay, République arabe syrienne, Togo, Canada, Équateur, Chili, Cuba, Liban, Grèce, Paraguay, Malaisie, Nouvelle-Zélande et Costa Rica. Les États Membres suivants ont exercé leur droit de réponse : Japon, Arménie, République de Corée et Azerbaïdjan.